

Face à Elon Musk et ses ingérences, les Européens désunis

Virginie Malingre et Philippe Ricard

Alors que le président français, Emmanuel Macron, accuse le patron de X de soutenir « une nouvelle internationale réactionnaire », la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, est jusqu'ici restée silencieuse.

Emmanuel Macron, qui, il y a peu, cultivait une certaine proximité avec Elon Musk, a changé de ton. Lundi 6 janvier à l'Elysée, lors de la conférence des ambassadeurs, le président français a accusé le propriétaire du réseau social X de soutenir « une nouvelle internationale réactionnaire » et d'intervenir « directement dans les élections, y compris en Allemagne ». « Voilà dix ans, (...) qui aurait imaginé [un tel scénario] ? », a-t-il poursuivi.

Ces derniers jours, Elon Musk, qui participera à la future administration Trump comme responsable d'une commission chargée de l'« efficacité gouvernementale », s'en est pris violemment au gouvernement de Keir Starmer au Royaume-Uni et a multiplié les déclarations de soutien à l'extrême droite allemande, à quelques semaines des élections législatives prévues le 23 février. « Seule l'AfD peut sauver l'Allemagne », a-t-il, entre autres, posté sur X. Jusqu'ici, il a épargné Emmanuel Macron, mais ce dernier pourrait faire, lui aussi, les frais de sa croisade pour l'extrême droite en ces temps de grande instabilité politique en France. « Il ne faut pas se tromper, Musk veut détruire l'Union européenne [UE] », avertit un diplomate européen.

« Cela me fait sourire de voir ceux qui parlaient de Musk comme d'un génie le dépeindre aujourd'hui comme un monstre, seulement parce qu'il a choisi le camp considéré comme "mauvais" sur la barricade », a raillé, dans un entretien au Corriere della Sera paru le 3 janvier, la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, qui loue régulièrement le « génie » d'Elon Musk et a rendu visite à Donald Trump, en Floride, ce week-end.

Avant Emmanuel Macron, le chancelier social-démocrate allemand, Olaf Scholz, avait également condamné, le 4 janvier, les « déclarations erratiques » d'Elon Musk. « Je ne peux me souvenir, dans l'histoire des démocraties occidentales, d'un cas comparable d'interférence dans la campagne électorale d'un pays ami », avait, pour sa part, dénoncé, dès le 29 décembre 2024, le candidat des conservateurs allemands à la chancellerie, Friedrich Merz.

Le « silence choquant » de la Commission

L'UE, qui s'est pourtant dotée d'une nouvelle réglementation pour lutter contre les excès des géants du numérique, n'a pour l'instant pas bougé. Au sujet de la « conversation » qu'Alice Weidel, cheffe de l'AfD allemande, et Elon Musk doivent tenir sur X, jeudi 9 janvier, un porte-parole de la Commission européenne juge que « rien n'interdit d'exprimer ses opinions personnelles ». Il rappelle néanmoins que les grandes plateformes ne doivent pas utiliser des algorithmes qui accentuent artificiellement la viralité d'un contenu.

La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, est jusqu'ici restée silencieuse au sujet des pratiques d'Elon Musk, alors qu'elle s'était largement exprimée quand, le

17 décembre 2024, l'exécutif communautaire avait ouvert une enquête sur TikTok et son rôle dans l'élection présidentielle en Roumanie. « Nous devons protéger nos démocraties de toute forme d'ingérence étrangère », avait-elle alors déclaré.

Ursula von der Leyen souffre certes d'une pneumonie sévère, mais, « persévérante et dévouée comme elle est, elle continue à faire tourner les affaires », a assuré la porte-parole de la Commission, Paula Pinho, lundi. La Finlandaise Henna Virkkunen, vice-présidente exécutive chargée de la souveraineté technologique, de la sécurité et de la démocratie, ne s'est pas non plus exprimée. Ce « silence de la Commission », est jugé « choquant » par l'eurodéputée Nathalie Loiseau (Renew Europe), pour qui « ce n'est pas ce qu'on attend d'une Europe puissance ».

La Commission ne veut pas fâcher Donald Trump avant son investiture, prévue le 20 janvier. Les Vingt-Sept redoutent que Washington cesse d'aider l'Ukraine et ne soit plus à leurs côtés pour assurer leur sécurité. Ils s'inquiètent aussi que le successeur de Joe Biden augmente les droits de douane sur les importations européennes, comme il l'a promis durant sa campagne.

Pause dans les enquêtes contre les plateformes américaines

Dans ce contexte à haut risque, la Commission mise sur le côté transactionnel du président élu américain, qui pourrait, espère-t-elle, s'adoucir face à certaines concessions. Donald Trump pourrait, entre autres, être sensible à une utilisation souple de la réglementation numérique de l'UE, qui exaspère les géants de la technologie américaine. D'ailleurs, durant la campagne, son colistier, J. D. Vance, avait laissé entendre que Washington pourrait retirer son soutien à l'OTAN si l'UE sanctionnait Elon Musk.

Pour l'heure, Ursula von der Leyen a décidé de mettre sur pause les enquêtes en cours contre des plateformes américaines – Apple, Meta et X –, qui pourraient leur valoir des amendes allant jusqu'à 6 % de leur chiffre d'affaires mondial, et de n'en lancer aucune autre. « Le dispositif européen de régulation numérique, soutenu par la France en particulier, est quasi mort. Il sera d'autant plus difficile de l'appliquer que les Européens divergent sur l'attitude à avoir face à Musk. Certains dirigeants, comme Giorgia Meloni, partagent ses positions idéologiques quand d'autres espèrent les investissements de Tesla sur leur sol », redoute une source européenne. « J'en appelle très solennellement à la Commission pour que sa main ne tremble pas et qu'elle fasse appliquer de manière très ferme » la régulation numérique européenne, a déclaré le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, dimanche 5 janvier, sur RTL.

S'il a attaqué Elon Musk, lundi, Emmanuel Macron a, en revanche, ménagé Donald Trump. Malgré des divergences évidentes avec le futur locataire de la Maison Blanche, il s'est présenté comme « un allié solide » du président élu, que ce soit sur l'Ukraine ou le Proche-Orient. « Si on décide d'être faible et défaitiste, il y a peu de chances d'être respecté par les Etats-Unis d'Amérique du président Trump. Et donc à bon entendeur, salut ! A nous de savoir coopérer avec le choix qui a été fait par le peuple américain », a insisté le chef de l'Etat.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)

Note(s) :